

Édito

Intellectuelle ou militante ? Le serpent de mer fait son numéro

Cynthia Kraus, Fabienne Malbois, Françoise Messant,
Gaël Pannatier, Céline Perrin

« [Mais] qui sont ces serpents qui sifflent sur [n]os têtes ? »
Andromaque, acte V, scène 5, 1667

Acte de naissance du numéro, récit N° 1

« Intellectuelle ou militante ? Telle est l'alternative récurrente devant laquelle les chercheuses féministes semblent placées ou se placer, comme s'il fallait toujours et encore choisir son camp : la volonté de faire science ou de changer le monde. »

Ainsi commençait l'appel à contributions lancé pour le présent numéro. D'emblée il nous interpelle, reprend des distinctions et des oppositions familiaires, semble-t-il, aux diverses « volées » de chercheuses féministes : recherche ou militantisme ? Connaître ou agir ? Discipline ou indiscipline ? Nous voici conviées à la critique d'alternatives intenables avec lesquelles nous nous battons et (nous) débattons. Malgré nous ? Plus que jamais ?

Au moment même où les recherches féministes commencent à être institutionnalisées dans les pays francophones, on rejoue la mise, on s'inquiète : études genre ou études féministes ? La nouvelle configuration du savoir féministe ouvre-t-elle à une autre articulation entre pratiques scientifiques et militantes ? Le problème se pose-t-il différemment que dans les années 70 ? Mais le problème est-il vraiment de les articuler – mieux, autrement ? N'est-ce pas mobiliser des définitions mutuellement exclusives de la science et du politique, que de faire du connaître l'ennemi préféré de l'agir ?

Ce questionnement semble curieusement convenu : faire science et changer le monde, ou faire science pour changer le monde, ou faire science, c'est aussi, déjà, changer le monde. Est-ce verser du vieux vin dans des bouteilles neuves, ou du vin nouveau dans de vieilles bouteilles ?

Oublions les convenances : à boire !

Le dossier du Grand angle s'ouvre sur l'article de Christine Bard qui, avec «Jalons pour une histoire des études féministes en France (1970-2002)», propose un retour historique sur ce champ. Convoquant nombre de figures aujourd'hui largement connues, d'Andrée Michel à Christine Delphy en passant par Françoise Picq ou encore Évelyne Sullerot, l'auteure organise et ordonne la complexité et l'enchevêtrement des relations entre le militantisme et la recherche féministes dans l'Hexagone. Une généalogie de la constitution des études genre est ainsi tracée par la circonscription de trois moments : celui des origines (l'effervescence politique et intellectuelle provoquée par le mouvement de libération des femmes), celui des débuts d'une institutionnalisation tendue (colloque national de Toulouse de 1982) et enfin celui du développement scientifique (multiplication des revues, colloques, etc.) et de la reprise politique (préparation de la conférence mondiale de Pékin de 1995). Cette présentation, qui n'oublie pas de poser des questions communes au féminisme dans ou hors de l'université, telle la transmission intergénérationnelle, livre un très bon panorama. Au-delà de la description, on y trouve des éléments pour une auto-analyse : libre à chacune de se livrer à l'exercice.

C'est autour d'une solution désormais classique à la dialectique militantisme/recherche que s'articule le deuxième article : savoir pour agir. Classique mais non moins saisissante puisque la nécessité de la recherche féministe se déploie ici en Haïti, comme un défi à un Occident bienveillant et égotique. Dans un tel contexte de pauvreté et de violence, démontrer et affirmer que l'analyse des rapports sociaux de sexe est une question prioritaire, au même titre que la nourriture, l'éducation ou la santé, se révèle être un enjeu politique fondamental et radical. Il touche véritablement à la formulation d'un projet de transformation sociale. C'est là toute la force de la position que défend Danièle Magloire. Quelle serait, par exemple, l'efficacité d'une campagne de prévention contre les maladies et infections sexuellement transmissibles qui n'aurait pas été informée par la connaissance des représentations et des pratiques sociales concernant la sexualité, la maladie et la mort ? Voilà donc que la tension entre être dans ou hors de l'université n'est plus la seule pertinente. En filigrane des propos de l'auteure émerge en effet une autre opposition qui structure également le féminisme : être dans ou hors de l'Occident.

Même thématique mais autre contexte : l'entretien mené avec Sandrine Pache (rubrique Parcours). Responsable d'une antenne bisexuelle, cette dernière témoigne également du besoin de savoir concernant cette sexualité minoritaire : connaître et faire connaître afin de contrer les stéréotypes négatifs qui stigmatisent. Ainsi s'ouvre une nouvelle brèche dans la question sexuée du sexe, celle de l'opposition entre bi et mono-sexualité.

La troisième contribution du dossier, qui s'affiche explicitement comme le point de vue d'une doctorante expérimentant l'université, prend appui

sur un autre type de relation entre féminisme, militantisme et recherche. En effet, ancrer d'emblée les études féministes au sein de la pensée critique donne à María Puig de la Bellacasa la possibilité de penser un savoir qualifié par un autre genre de scientificité. L'objectivité au sens moderne ayant montré ses limites – et avec elle les prétentions à la neutralité et à l'universalité – le travail d'explicitation des conditions sociales et scientifiques de la production du savoir, proposé par certaines théoriciennes féministes, pourrait la remplacer. Dans un monde en pleine mutation néolibérale à laquelle l'académie n'échappe pas, il s'agit pour l'auteure de construire et d'alimenter une posture d'intellectuelles engagées, c'est-à-dire de produire et défendre des connaissances *intéressées* qui auraient pour but la pertinence sociale et non la rentabilité.

Deux autres contributions abordent les conditions matérielles actuelles du travail académique et les rapports de pouvoir dans les universités – néolibéralisme, précarisation des statuts, discrimination sexuelle, etc. L'association suisse Femmes, féminisme, recherche (FFR) fait depuis vingt ans un travail critique sur la politique de la science et le fonctionnement des hautes écoles, œuvrant comme groupe de pression féministe radical. Elle a pour objectifs de promouvoir la recherche féministe en Suisse et de procurer un lieu favorisant le débat sur la question des rapports entre féminisme et science (rubrique Collectifs). Un autre groupe, le Collectif de lutte anti-sexiste contre le harcèlement sexuel dans l'enseignement supérieur (CLASCHEs), mène quant à lui en France une réflexion sur les solutions politiques et institutionnelles à apporter au problème du harcèlement sexuel, et tente de briser le tabou des violences sexuelles dans les hautes écoles (rubrique Comptes rendus).

Clôturent le Grand angle, le texte de Françoise Collin nous invite à un travail de construction pour le futur proche des études féministes. L'interrogation se porte ici sur l'agir qui se réalise tant dans le politique que dans la pensée. Faisant le constat que les recherches qui se déclarent féministes n'ont pas toutes une portée transformatrice, l'auteure tente de redéfinir le politique dans le théorique. Arguant que la subversion aujourd'hui n'est plus de l'ordre de la révolution, Collin nous exhorte à résister, à déplacer les questions de recherche, à entailler la pensée convenue et *court-circuiter* les objets totalisants. Elle nous invite à quitter les voies toutes tracées pour préférer les sentiers, seuls susceptibles de produire de l'innovation. Cet appel à la *désobéissance civile* au sein même de nos recherches est une invitation à pratiquer l'indiscipline pour nous-mêmes. Le futur, dans son non-visage, se dessine comme l'acte politique consistant à formuler des questions théoriques impertinentes.

Acte de naissance du numéro, récit N° 2

Recommençons depuis le début. Imaginez un délai très court, carte blanche pour un thème encore indéterminé et un petit groupe de coordina-

tion volontairement désigné volontaire et plein de bonne volonté. Laissez prendre et vous verrez ledit thème se profiler. D'où sort-il? Génération spontanée? Objet situationniste?

Oui, peut-être, pourquoi pas, mais surtout «objet non identifié». Dans les colloques féministes, à la pause café, dans le couloir, ça circule: intellectuelle ou militante? Les alternatives dites intenables se tiennent dans le langage féministe, semblent tenir ensemble les féministes. «C'est pour mieux vous comprendre», nous dit le serpent de mer. Veut-on s'en défaire? Et les voilà qui renaissent dans les vagues. À peine parties, déjà de retour.

Allons pour un retour – réflexif. Un thème devenu de circonstance, autant dire une occasion toute construite pour nous demander: «[Mais] qui sont ces serpents qui sifflent sur [nos] têtes?»

Le serpent de mer vous a fait son numéro: un numéro pour deux actes de naissance. Produire deux récits, c'est accomplir un tour de passe-passe qui, loin d'être une simple figure rhétorique, permet de mettre en scène la fabrication d'un moment des origines. Pour que ce dernier émerge, une double opération est nécessaire: élire une histoire et en certifier l'authenticité. Lorsqu'un récit l'emporte, il devient le récit fondateur; à force de se dire, de se dire vrai, le récit se fait mythe.

Croquer la pomme

«Au commencement était...»

Les articles du Grand angle ainsi que les témoignages biographiques procèdent tous, à leur manière, de la configuration narrative. Chacun d'entre eux inscrit, d'une manière ou d'une autre, un moment féministe originnaire permettant ensuite des basculements divers le long de l'opposition politique/théorique. Ainsi, tel un passage obligé du récit de la trajectoire militante, Claire Rubattel nous parle de l'événement qui a déclenché et structuré sa prise de conscience (rubrique Parcours). Le premier jalon posé par Christine Bard pour faire l'histoire des études genre en France s'avère être l'acte marquant, dans la mémoire collective, la naissance du mouvement de libération des femmes. Ce sera de quelques dizaines d'années plus tôt que Danièle Magloire date les débuts du mouvement féministe haïtien d'où les chercheuses relayeraient aujourd'hui les revendications et les pré-occupations. María Puig de la Bellacasa se saisit du pamphlet de Virginia Woolf offrant une vision romancée du monde académique du début du XX^e siècle en Angleterre pour, dans un geste littéraire, introduire sa réflexion sur l'académie actuelle. C'est également ce même mouvement qu'a mis en œuvre l'éditorial du numéro de relance de *NQF* (vol. 21/1) qui, au travers de la présentation du renouveau du mouvement féministe en Suisse, reconstruit une trame des liens entre militantisme et recherche.

Mais quel est le sens de ces récits? Mise en scène et mise en sens d'événements hétérogènes au moyen de la relation de causalité, le récit est la condition de l'expérience humaine dans la mesure où il l'inscrit dans une temporalité, dans l'histoire (Ricœur, 1983). En outre, structurant le réel, le récit génère des possibilités d'action et ouvre un monde à constituer. Car si faire histoire participe au faire science, c'est également, dans nos sociétés modernes, participer au politique, c'est-à-dire agir le réel. Agir, c'est faire histoire – faire des histoires? Dans cet édito, si le deuxième acte de naissance est aussi vrai que le premier, l'un est aussi faux que l'autre. Mais peu importe leur véracité, ce n'est pas là que réside la vertu des récits. (Se) raconter, c'est donner une signification, une orientation et une chronologie à de multiples éléments disparates pour en faire un tout cohérent – une histoire. Pour un individu, cette unité, subsumée sous un nom et un prénom, prend la forme de la biographie qui s'exprime en «je». Dans le cas des collectifs, elle procède de la constitution d'une identité commune incarnée dans un sujet de l'histoire qui s'énonce en «nous». Gageons qu'il y aurait à écrire plus de deux variations sur ce thème – «intellectuelle ou militante?» – sans parler de toutes les autres histoires fabuleuses, dont cette opposition n'est pas le ressort, et qui, à leur façon, mettent en récit des identités féministes collectives. Dans le monde francophone européen en tout cas, la déclaration: «Il y a plus inconnu encore que le soldat: sa femme» proclamée par neuf femmes qui déposaient une gerbe le 26 août 1970 à l'Arc de Triomphe (Picq, 1993), s'est révélée être l'énoncé performatif du nouveau mouvement des femmes. C'est ainsi que l'histoire féministe officielle des années 70, la version dominante des dominées, est devenue l'acte de fondation du féminisme critique, que ce soit hors ou dans l'université. Et le politique créa le scientifique.

Paradis perdu/paradis retrouvé?

La (ré)affirmation du moment militant initial a été nécessaire à la constitution des études féministes qui ne se reconnaissaient pas dans l'institution scientifique dont elles dénonçaient, tout en désirant faire œuvre de science, le sexisme et l'androcentrisme. Contre ce dedans souillé, les chercheuses ont enraciné leur identité dans un dehors politique qui se voulait pur, non contaminé. Ce n'est donc pas un hasard si aujourd'hui, avec l'institutionnalisation, se (re)pose la question de la perte du potentiel critique des études féministes. Le pur étant resté au dehors, s'intégrer, c'est toujours risquer de se compromettre. Être dedans, c'est ne jamais être au bon endroit, là où les changements peuvent se faire. Entre reproche et mise en garde, le soupçon persiste.

En préparant l'appel à contributions de ce numéro, nous ne nous doutions pas encore combien la dichotomie entre politique et scientifique, militante ou intellectuelle, plus qu'un objet à étudier, pouvait être par excellence le roc sur lequel s'adossent les études féministes pour se raconter, en privilégiant la version de la naissance indisciplinée. En effet, si une

part importante de la recherche féministe a un lien certain – historique et contemporain – avec les mouvements militants, elle retourne désormais de manière perpétuelle, voire conventionnelle, à cet éden des origines. Paradis perdu, le politique reste la référence des études féministes pour se nommer, se décrire, se justifier, s'identifier, se représenter, se fantasmer, se reproduire. Paradis à retrouver? Le politique a pris la forme d'une incantation: «Libération des femmes: année zéro» – rite d'institution par lequel il faut passer, et repasser, encore et toujours – a tous les traits d'un mythe fondateur.

Le ver est dans le fruit

Alors que le mythe bourgeois dépolitise (Barthes, 1957), ce mythe-là ancre les études féministes dans le politique. Cette inscription passe par un geste temporel bien particulier: l'acte d'origine. Tous les récits alternatifs ayant disparu au profit d'un seul, le mythe raconte la version authentique de l'histoire à laquelle il est bien difficile d'échapper. Parole souveraine, il vient signifier ce que féministe veut dire. Paradis perdu ou à retrouver, il immobilise et fige le temps dans le passé. Enchanteur, il offre des réponses toutes faites; enivrant, il ne permet guère à l'imagination de se déployer. Car le mythe de l'origine renvoie à l'original: il élit les voix de la vérité bonne à dire. Vérité à laquelle le présent retournerait sans cesse pour se mesurer, l'original n'ouvre d'espace d'existence que pour les contrefaçons – le faux, ou les copies – le même. Si l'original est l'origine et l'origine politique, alors l'original c'est le politique.

On conçoit facilement que l'absence de politique conduit à «évacuer le réel» (Barthes, 1957 : 230), mais il semble bien que son contraire, le surcroît de politique, prenne le même chemin. Penser que le caractère subversif des études féministes tient mécaniquement à une origine politique, c'est creuser son propre piège et s'y enfermer à peu de frais. En effet, la quête de l'authenticité peut-elle mener à autre chose qu'à la paralysie? Finalement, tout se passe comme si la dichotomie entre intellectuelle ou militante que réfléchit le mythe n'était au fond pas si problématique que ça, puisque la réponse est courue d'avance: le politique précède toujours le théorique. Mais «les théories de la société» [ne sont-elles pas toujours] la forme intellectuelle de rapports sociaux déterminés? Soutenir que le politique est le «moteur de la théorie», c'est donc s'engouffrer dans «une tautologie» – dans ce qui est par définition toujours vrai (Guillaumin, 1992 : 220). Si le théorique et le politique sont une seule et même chose, alors pourquoi les hiérarchiser? À quoi et à qui peut bien servir la prééminence du politique sur le théorique? En bref, quelle est la fonction du mythe?

Le mythe permet de faire d'une pierre deux coups. En premier lieu, il colore immédiatement toute recherche d'une aura «militante». On oublie alors trop souvent que sous le label même «études genre» ou «études féministes», on peut produire des recherches subversives, comme on peut

s'éloigner de toute visée émancipatrice. En retour, traiter de thèmes reconnus par les féministes depuis des décennies – et maintenant en partie par l'académie – devient trop souvent un garant suffisant de la scientificité des recherches menées. C'est du moins l'impression que nous avons eue à plusieurs reprises ces dernières années, lors de colloques, de communications, de publications. Certains des travaux qui se présentent dans le champ scientifique n'apportent pas ou peu de connaissances. Il n'est pas rare que l'étiquette « terrain féministe » suffise à les justifier sans contestation sérieuse par les pair·e·s. La référence au politique, non questionnée, tend à fonctionner comme circonstance atténuante, alors même qu'elle est pensée comme le garant de la critique, de la lucidité et de la vigilance.

Redoublons donc de vigilance – y compris sur nos propres travaux. Ne voyons pas dans ces propos une attaque en vue de déstabiliser les recherches féministes qui ont déjà tant de peine à se faire entendre, mais plutôt une ouverture qui pourra nous (re)construire, voire nous consolider.

La langue du serpent de mer

La pomme est véreuse, et la morse amère. Faut-il sauver la pomme ou le ver? On a vu plus d'une pomme semer la discorde et des larves devenir papillons. À moins, on se sentirait des ailes. Nous aurions pu conclure sur une belle envolée : le politique produit le théorique, le théorique produit aussi du politique, le politique est déjà théorique, et le théorique est toujours politique. L'un et l'autre, l'un est dans l'autre. Parfait – parfaitement tautologique : le serpent de mer se mord la queue en un cercle vertueux. C'est sûr, il y a anguille sous roche.

Il nous faut encore revenir sur nos pas : si c'est au fruit qu'on connaît l'arbre, quel est donc cet arbre? Mais l'arbre de la connaissance! Nous avons oublié que ces serpents qui sifflent sur nos têtes avaient la langue fourchue, fendue par le grand partage de la Modernité : celui qui sépare et oppose nature et culture, raison et passion, objectif et subjectif, science et politique, masculin et féminin. Les études féministes des sciences nous rappellent à propos qu'en fabriquant la science moderne, on fabriquait la nature comme un être féminin et la science comme une pratique masculine ; dans le même mouvement, on fabriquait des femmes qui avaient les attributs de la nature étudiée par la science, et des hommes qui portaient les vertus de la scientificité. En d'autres termes, la science et la raison modernes se sont construites sur une exclusion constitutive : celle des femmes et du féminin. Ce qui veut dire que la science ne peut exister sans des « femmes déraisonnables », expression faite de synonymes et qui en vient parfois à signifier « féministe ».

L'inverse est-il vrai? Les féministes ne peuvent-elles faire science qu'avec une science qui s'oppose à elles-mêmes? Est-ce pour cela qu'elles s'assignent au politique, que la vraie nature du féminisme serait

politique? Nous avons pourtant appris à nous méfier de la nature, mais peut-être pour nous jeter avec trop de confiance et d'espérance dans les bras de sa sœur siamoise : la culture, le politique, le social. Choisir pour soi le politique répond à l'exclusion historique des femmes de la raison. C'est l'effet naturalisé du grand partage de la Modernité. Et c'est ce partage qui nous partage entre science et politique.

La solution féministe d'intellectuelles engagées où science et politique se trouveraient incarnées dans la même personne ne fait souvent que déplacer le problème : on s'installe d'un côté pour mieux faire incursion dans l'autre, on voyage dans les deux sens, mais en tous les cas, on garde la ligne de démarcation. Néanmoins l'histoire ne s'arrête pas là. Force est de constater que nous avons ici repris à notre compte les définitions naturalisées, limitées et mutuellement exclusives, de la science et du politique. Partant, nous avons décidé des relations possibles et (in)désirables entre ces deux domaines pour que la question de la discipline ou de l'indiscipline se pose, s'impose – maintenant et surtout « ici ». C'est un nouveau tour que nous joue notre attachement moderne à la science qui, pour avoir historiquement émergé en Occident, distribue la raison depuis ici et chez nous. Nous avons dû nous-mêmes exclure maintes possibilités de faire acte politique pour permettre le double jeu du politique et du théorique. Après tout, le politique peut avoir des raisons que la raison ne connaît pas. Et la raison elle-même pourrait bien être la raison raisonnée après coup, après les coups de gueule, après des coups reçus, donnés, parés. Au bout du compte, notre définition du politique est des plus raisonnables. En montrant le politique du doigt, nous avons, tout du long, mine de rien, marché sur la tête – une tête à la chevelure de serpents.

En fait, la question de la discipline ou de l'indiscipline, de la science ou du politique, ressemble à celle de l'antinomie qui a été construite entre la raison et les femmes. Le paradoxe de la « raison des femmes » ne peut exister qu'à la condition d'une opposition constitutive entre les deux termes, comme on l'a déjà souligné. Mais il ne s'agit plus ici de revenir sur cette apparente aberration ; le travail de contestation a été mené et bien mené (Fraisie, 1992 ; Le Dœuff, 1998). Par contre, ce qui apparaît à la fin de notre trajet, c'est combien la résolution du paradoxe dépend d'une définition de la « raison des femmes » qui exclut des raisons et des femmes, celles restées à l'ombre des Lumières. Depuis le XVIII^e siècle, le couple inséparable – raison et politique – fait toujours bon ménage sous couvert de dispute. Simple querelle de femmes ? Il serait faux de penser que les féministes sont les seules à danser sur un pied politique puis sur l'autre, théorique. Notre arbre fourchu de la connaissance tirera dans les pattes de quiconque s'attache à sauver n'importe quel terme de la dichotomie.

S'il est une morale à cet éditorial, elle n'est pas dans les réponses toutes faites qu'elle n'apporte pas. Ceci dit, nous ne nous retrouvons pas à la case départ : rester indisciplinée ou critique ne se présente plus à nous comme une dette, une appellation d'origine contrôlée, un label de qualité,

et encore moins comme une garantie de subversion. L'in/discipline n'est plus une solution comme nous avons pu et voulu le croire. Elle est désormais partie intégrante du problème, au sens philosophique. Problème qui reste toujours entier : pourquoi fait-on des études féministes ? À quoi et à qui servent ces réflexions ? Qu'engendrent-elles à leur tour ? Et surtout *comment* faire une différence, des différences qui comptent ? À ces questions nous n'avons pas de réponses simples, mais d'autres questions, de *Nouvelles Questions Féministes*. ■

Références

Barthes, Roland (1957). *Mythologies*. Paris : Seuil.

Fraisse, Geneviève (1992). *La raison des femmes*. Paris : Plon.

Guillaumin, Colette (1992). *Sexe, race et pratique du pouvoir. L'idée de nature*. Paris : Côté-Femmes.

Le Dœuff, Michèle (1998). *Le sexe du savoir*. Paris : Aubier.

«Libération des femmes : année zéro» (1970). *Partisans*, 54-55.

Picq, Françoise (1993). *Libération des femmes : les années-mouvement*. Paris : Seuil.

Ricœur, Paul (1983). *Temps et récit 1. L'intrigue et le récit historique*. Paris : Seuil.